

Algérie : une crise systémique permanente

L'heure du choix

À la recherche d'un nouveau projet politique et social ?

**Raouf
Boucekkine**

[Directeur de l'IMÉRA d'Aix-Marseille]

Raouf Boucekkine est économiste, professeur des universités à Aix-Marseille, membre senior de l'Institut Universitaire de France et directeur de l'IMÉRA. Il est spécialiste de la théorie de la croissance et du développement, et a travaillé sur le changement institutionnel dans les pays dépendant des ressources naturelles. Il a notamment publié sur le sujet : "On the timing of political regime changes in resource-dependent economies" (avec F. Prieur et K. Puzon) dans la *European Economic Review*, en 2016. Raouf Boucekkine a été membre de la *Task Force* qui a conseillé l'ex-Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal, de 2015 à 2017.



Boucekkine2016©ChDulory

2018 : L'ALGÉRIE À LA CROISÉE DES CHEMINS ?

S'il y a un moment-clé dans l'histoire économique récente de l'Algérie, c'est bien la période dite du Printemps arabe qu'ouvre la révolution tunisienne en janvier 2011. Pour éviter la contagion, le gouvernement algérien a payé le prix fort en subventions diverses et variées, en augmentations salariales et en dispositifs de soutien aux emplois des plus jeunes et au logement social. Ainsi, les recettes de la fiscalité ordinaire (recettes fiscales hors hydrocarbures), qui couvraient péniblement 54% des dépenses budgétaires de fonctionnement en 2010, ont atteint en 2011 un taux de couverture de moins de 40%. Le niveau de prix du pétrole nécessaire pour assurer l'équilibre budgétaire de l'Etat est inexorablement passé de 32 dollars en 2005 à près de 150 dollars en 2011. Or, à partir de juin 2014, sous les coups de boutoir des producteurs d'hydrocarbures non-conventionnels américains aidés par l'indigence de la réplique saoudienne, le baril est durablement passé en dessous de 60 dollars, et les revenus pétroliers algériens se trouvent brutalement réduits de moitié. La conjugaison du choc budgétaire lié au Printemps arabe et du contre-choc pétrolier place le pays face à ses contradictions systémiques, le déficit budgétaire s'est envolé à des niveaux proches de 15% du PIB en 2015 et 2016, la position extérieure du pays ne tenant à court terme que grâce à des réserves de change encore très élevées (de 200 milliards de dollars en 2014 à moins de 100 milliards fin 2017), accumulées lors de la décennie précédente de vaches grasses. L'engrenage catastrophique que l'Algérie a connu depuis 2011 a néanmoins permis, sous l'impulsion de l'ex-Premier ministre Sellal, de lancer une réflexion approfondie sur des scénarii de sortie par le haut de la dépendance aux hydrocarbures, que la récente remontée du prix du baril ne doit pas oblitérer.

Une maladie arabe et une anomalie bien algérienne

Au-delà du désajustement majuscule actuel entre dépenses et recettes de l'Etat, traduisant de fait aussi bien la dépendance budgétaire aux hydrocarbures que les mécanismes politico-économiques sommaires de l'économie rentière, les défis posés à l'Algérie sont d'abord de nature

.....

L'émergence de l'économie algérienne requiert une phase d'accélération de la croissance qui ne peut être accomplie qu'avec la montée en puissance de l'investissement privé, ce qui est antinomique avec le système de financement actuel.

.....

structurelle. Le premier est illustré par une pathologie partagée par l'écrasante majorité des pays arabes, le chômage de masse des mieux éduqués : ainsi le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur en Tunisie tourne autour de 30% alors qu'en Algérie la barre des 20% est toute proche. Ceci traduit une transformation structurelle trop lente dans ces pays, c'est-

à-dire le développement par trop insuffisant de nouvelles activités plus productives et la réallocation fortement sous-optimale des ressources vers ces nouvelles activités permettant potentiellement d'employer les plus qualifiés. Cette absence de diversification vertueuse de l'économie est d'abord due à une qualité de gouvernance faible, aggravée dans le cas algérien par les logiques prédatrices propres aux économies rentières.

Le second défi posé à l'Algérie est tout aussi colossal : contrairement à ses voisins, ce pays est en train de subir un renversement de la transition démographique, avec un taux de fécondité estimé à 2.8 en 2015 après avoir été proche du niveau de remplacement au début de la décennie précédente. Quels qu'en soient les facteurs explicatifs, ce phénomène singulier pose la question de la soutenabilité de l'Etat social que le gouvernement algérien met un point d'honneur à préserver. Ses implications de long terme doivent conduire, non pas à remettre en cause l'Etat social, mais à réviser ses fondements et surtout sa taille hypertrophiée suite aux événements du Printemps arabe.

Trois chantiers de réforme essentiels

A l'aube de la nouvelle année, l'Algérie se trouve à la croisée des chemins. Au vu des arguments exposés ci-dessus, il ne fait guère de doute que seule la voie des réformes structurelles peut garantir au pays une sortie par le haut du cul-de-sac politico-économique actuel. Trois chantiers sont essentiels.

D'abord, la transformation structurelle de l'économie, seule à même de résorber le chômage endémique des mieux éduqués, requiert une refonte complète de la gouvernance économique du pays, à commencer par celle du cadre budgétaire et des grands groupes publics.

Ensuite, la situation de dépendance extrême aux hydrocarbures (fortement corrélée avec la dépendance à la dépense publique) appelle une refondation radicale du financement de l'économie algérienne, dans ses volets bancaire et non-bancaire. Pour des raisons d'économie politique, ce dossier est jalousement bloqué depuis quelques décennies. Concomitamment avec la refonte de la gouvernance, il devra être traité au plus vite. L'émergence à terme de l'économie algérienne requiert une phase d'accélération de la croissance qui ne peut être accomplie qu'avec la montée en puissance de l'investissement privé, ce qui est antinomique avec le système de financement actuel et sa gouvernance. Le financement monétaire décidé dernièrement par le gouvernement algérien, rendu nécessaire par l'assèchement paroxystique des liquidités bancaires, ne peut être que transitoire. L'augmentation des revenus des hydrocarbures (y compris par l'exploration des énergies non-conventionnelles) est une autre voie de nature purement transitoire, qui pourrait s'avérer encore plus pertinente à moyen terme en phase (hypothétique) d'accélération.

Dans cet ordre d'idées, il serait encore plus pertinent pour le gouvernement algérien de s'inscrire dans une logique de long terme : d'une part, mobiliser les politiques publiques pour réduire la folle envolée de la consommation énergétique ces dernières années (largement subventionnée par l'Etat) et ainsi augmenter la part des hydrocarbures exportés, et d'autre part investir fermement dans les énergies renouvelables avec l'aide de la Commission Européenne (telle que formulée à maintes reprises par le Commissaire Arias Cañete).

Enfin, il est de toute première instance que le pays refonde son Etat social rendu inviable par les chocs politico-économiques et démographiques récents. S'il est à tout le moins injuste de reprocher au gouvernement algérien d'avoir redistribué significativement la rente pétrolière sous forme de transferts sociaux ou d'infrastructures vitales depuis une quinzaine d'années, on peut lui reprocher, en plus du glissement budgétaire inconsidéré récent, le caractère fortement régressif des subventions généralisées qui grèvent dangereusement les finances publiques du pays. Rétablir une justice sociale réelle et commencer à sortir la population d'une culture rentière fortement ancrée sont autrement plus cruciaux pour l'avenir du pays que préparer sur un seul plan politique les élections présidentielles de 2019.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Raouf Boucekkine, ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Amar Mohand-Amer

[IMÉRA d'Aix-Marseille, 2017-2018]

À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU PROJET POLITIQUE ET SOCIAL

Printemps algérien de 1988 : espoir et désillusions

En octobre 1988, les manifestations populaires, décisives, ébranlent l'Etat-FLN et l'engagent à procéder à des réformes majeures et inédites. La nouvelle constitution du 23 février 1989, libérale - multipartisme, liberté de presse, libéralisation du champ associatif, droit syndical et de grève... - crée une dynamique politique et sociale de grande envergure. C'est une expérience unique dans l'histoire de l'Algérie post-indépendance. Paradoxalement, la recomposition fondamentale du champ politique et partisan bénéficiera, en premier lieu, au courant religieux. Aux élections communales du 12 juin 1990, (premier suffrage démocratique depuis 1962), les candidats du Front islamique du salut (FIS), le porte-drapeau le plus emblématique du courant islamo-radical en Algérie, sont plébiscités. Ils le seront aussi au premier tour des législatives, le 26 décembre 1991. Entre les deux suffrages, le parti perd un million de voix. Il reste, toutefois, le principal mouvement politique de masse en ce début des années 1990 et grand favori pour l'obtention de la majorité absolue au second tour, prévu le 16 janvier 1992.

Amar Mohand-Amer

Historien de formation, Amar Mohand-Amer est chercheur au centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) à Oran. Il travaille sur des problématiques historiques selon une approche interdisciplinaire. Celles-ci s'articulent essentiellement autour de la situation coloniale, les moments de rupture et de basculement, les modes de résistance, la violence en temps de guerre (colonisation), les enjeux mémoriels et les questions de légitimation dans un contexte de crise politique. Il publie en 2018, aux presses de l'institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Algérie en 1962. FLN, ALN, UGTA, PRS....

En revendiquant publiquement l'instauration d'une *République islamique* et en déclarant vouloir remettre en cause les libertés individuelles et collectives, garanties par la constitution de 1989, le FIS suscite la défiance d'une partie de la population et de la société civile. Cette situation provoque la démission du président de la République Chadli Bendjedid, le 11 janvier 1992 et l'annulation du second tour des élections législatives. Appelé à diriger le Haut comité d'Etat, direction collégiale provisoire mise en place pour diriger le pays, Mohamed Boudiaf, principal fondateur du FLN en 1954 et animateur du premier parti d'opposition en Algérie (Parti de la révolution socialiste), est assassiné en public à Annaba, le 29 juin 1992, six mois après son retour d'exil. Ces événements tragiques consacrent la fin de la brève parenthèse enchantée du Printemps algérien de 1988. Dès lors, le pays entre dans une phase de terrorisme et d'instabilité politique : c'est la période de la Tragédie nationale des années 1990. Des raisons objectives expliquent l'échec de l'expérience démocratique algérienne, l'exacerbation de la violence, du fanatisme religieux et l'émergence d'un terrorisme sanguinaire et barbare, trente ans après l'accession de l'Algérie à l'indépendance.

Un islam politique en échec

En accédant au pouvoir en février 1979, le président Chadli enclenche le processus de renoncement à l'option du socialisme. Ce basculement ne s'est pas circonscrit qu'à la sphère économique. Le modus-vivendi d'une Algérie progressiste et relativement sécularisée, legs du mouvement national, de la Guerre de libération nationale et des deux décennies de romantisme révolutionnaire, est récusé au profit d'une réislamisation de la société sur fond d'arrangements politiques. L'adoption, en juin 1984, du Code de la famille marque le recul de la gauche du FLN et le renforcement du courant islamo-conservateur au sein du parti unique. La nouvelle configuration politico-sociale favorise, de fait, le développement d'un prosélytisme religieux offensif et un maillage efficient de la société par les tenants d'un islam dont le référent n'est plus le seul sunnisme malékite traditionnel, en vigueur au Maghreb. Organisée et contrôlant un nombre considérable de lieux de culte, la mouvance islamiste impose à l'Etat ses exigences et sa force. Le discours politico-religieux du FIS suscite un réel intérêt dans toutes les franges de la société et dans les institutions publiques où son programme est perçu comme



Mohand-Amer 2017 © Clément

un modèle réconciliant l'Algérien avec son « authenticité ». Le discrédit du projet socialiste et les attermoissements du courant démocratique renforcent l'idée que seul le projet islamiste serait susceptible de changer la société tout en mettant fin à l'ancien système, jugé prébendier et clanique. Pensé dans une optique de confrontation avec le pouvoir, le FIS a surestimé ses capacités intrinsèques (mobilisation, propagande, financement...) et mal évalué le rôle et le positionnement de l'institution militaire dans les rouages de l'Etat et de ses centres de décision. Au final, le contre-projet islamiste du FIS montrera, lui aussi, ses limites, faute d'un appareil idéologique solide et de pragmatisme politique. Ses slogans manichéens et populistes ainsi que ses imposantes manifestations publiques ne pouvaient constituer les ferments d'une dynamique de prise de pouvoir.

L'impossible sortie du tout-pétrole

Le projet islamiste disqualifié, le pays a été en attente d'une alternative politique et économique qui romprait avec la dogmatique conception du tout-État sécuritaire et in fine dépasser le syndrome du terrorisme. La hausse conséquente des revenus des hydrocarbures pourrait favoriser le lancement de réformes structurelles et une gestion des questions sociales. Devenu président de la République en avril 1999, Abdelaziz Bouteflika, produit du système

du parti unique, ne concevait le pouvoir qu'à l'aune de sa durée et pérennité. Ainsi, sa stratégie s'est articulée autour d'un autoritarisme d'Etat, une concentration des pouvoirs et une limitation progressive des libertés publiques. L'aisance financière, quant à elle, a d'abord été mobilisée pour la consolidation et l'entretien du réseau clientéliste. Elle a également été utilisée dans les négociations avec des catégories sociales afin de prévenir toute contestation violente ou une remise en cause du régime (jeunes, chômeurs, anciens appelés, corporations...).

Au cours de cette période, d'importants projets ont été mis en œuvre (construction de logements, routes, universités...). Cependant, ce volontarisme n'a pas abouti à un décollage économique et à une progression (ou un maintien) du niveau de vie des Algériens. Dans la même optique, l'Etat et ses institutions n'ont pas pris en compte les transformations de la société, telles que l'inversion démographique ou le départ à l'étranger de centaines de milliers de cadres et d'étudiants. Le recours récurrent et systématique à l'Etat-providence et à son corollaire la manne pétrolière montre que l'Etat ne s'est toujours pas affranchi de ses anciennes pratiques fondées sur une vision court-termiste et d'opportunité. Par conséquent, faute d'un projet cohérent et fédérateur, le pays est plus que jamais confronté à une dévitalisation de ses institutions politiques (Assemblée nationale, Sénat...), des organes de gestion publique et de contrôle (ministères, Cour des comptes) et à l'affaiblissement des contre-pouvoirs (partis politiques, presse...).

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article d'Amar Mohand-Amer ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

4 instituts d'études avancées

en réseau

IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Collegium de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale

Olivier Bouin
Philippe Rousselot



Contactez-nous!

Fondation RFIEA
Julien Ténédos
Aurélien Louchart
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57



rfiea.fr

54 bd Raspail
75006 Paris

CONFÉRENCE

La dérive autoritaire en Turquie : rupture ou continuité **Ethem Eldem**, professeur au département d'histoire de l'université de Bogaziçi et titulaire de la chaire internationale d'histoire turque et ottomane au Collège de France, partagera des éléments de réponses à cette question lors d'une conférence organisée par l'**Institut d'études avancées de Nantes** au Lieu Unique. Il explorera les différentes pistes : Le président Erdogan représente-t-il une rupture avec une tradition politique que l'on sentait avancer vers une plus grande libéralisation, ou est-il porté par une mouvance séculaire qui le relie à des antécédents kémalistes, Jeunes-Turcs, voire même plus anciens?

Le 13 février à 18 h
Lieu unique
2 rue de la Biscuiterie
44 000 Nantes



COLLOQUE

Depuis 2011, le patrimoine archéologique syrien souffre de bombardements, d'explosions, de pillages... Le colloque organisé par **Abdalrazzaq Moaz**,

résident 2017-2018 de l'**IEA de Paris**, a pour but d'offrir une synthèse de la documentation recueillie par divers acteurs et des recherches menées sur ces dommages, notamment pour accroître la compréhension des motifs de ces destructions. Les actions entreprises ces six dernières années pour protéger le patrimoine culturel seront également étudiées.

Le 6 février à 14h30, le 7 février à 19h
IEA de Paris, Hôtel de Lauzun
17 quai d'Anjou
75004 Paris

CONFÉRENCE

Alors que les énergies fossiles sont aujourd'hui remises en question, en raison du changement climatique, comment envisager l'avenir du pétrole et du gaz ? Comment peut évoluer le marché énergétique, pour les approvisionnements du Nord comme pour les ressources du Sud ? Quelles transitions énergétiques imaginer ? **Raouf Boucekkine**, directeur de l'**IMéRA**, économiste et coordinateur d'un programme de recherche sur les énergies en Méditerranée et **Alain Gachet**, physicien et ingénieur des Mines, fondateur de Watex nourrissent la réflexion autour des énergies et du développement durable lors du quatrième volet des « Rendez-vous de demain », organisé par l'**IMéRA** de Marseille.

Le 13 février à 19h
Théâtre du Gymnase
4 Rue du Théâtre Français
13001 Marseille